

AVRIL 2021

LA REVUE DE PRESSE

Défense et intelligence économique



CLUB DÉFENSE - AEGE



ACTUALITÉ DÉFENSE

Ogives russes et contrôle de l'Arctique

La Russie renforce sa présence militaire dans l'Arctique, où elle teste une nouvelle arme dans une zone qui a récemment émergé des glaces en raison de la crise climatique actuelle, afin de sécuriser sa côte nord et d'ouvrir une route maritime cruciale entre l'Asie et l'Europe. Les responsables russes affirment que la torpille peut délivrer une ogive de plusieurs mégatonnes, susceptible de créer des ondes radioactives capables de rendre de vastes zones du littoral cible impropres à la vie humaine pendant des décennies. Le Poseidon 2M39 de la Russie a été annoncé pour la première fois en 2015, mais à l'époque, il a été classé comme un "tigre de papier", car les experts et les fonctionnaires pensaient qu'il était destiné à augmenter le facteur de peur de l'armée russe en théorie seulement, mais pas en pratique. Le contrôle de l'Arctique est un sujet de discussion brûlant pour les membres du Conseil de l'Arctique. La Russie, la Chine et les États-Unis jettent leur dévolu sur la région en raison des perspectives militaires et économiques rendues disponibles par la fonte des glaces.

La France est actuellement en train de réfléchir à la mise en place avancée du projet de Véhicule Blindé d'Aide à l'Engagement (VBAE). Ce projet porte le remplacement des actuels Véhicules Blindés Légers (VBL).

Qu'en sera-t-il? Le gouvernement ne souhaiterait à ce jour pas acquérir des véhicules sur étagères, refusant alors potentiellement le Hawkei de Thales ou le Scarabée d'Arquus, souhaitant mettre en avant une coopération européenne. Face à l'urgence d'un remplacement de ces véhicules, nos forces armées devront attendre si ce projet avance au même rythme que le SCAF ou le MGCS.

*Adam Behillil, Emeryck Edon, Bastien Thérou et
Josselin Charpentier*

Des drones chinois en Birmanie

Face à l'ampleur du mouvement de contestation suscité par le coup d'état du 1er février 2021 qui a renversé Aung San Suu Kyi, la junte militaire du général Min Aung Hlaing joue son va-tout avec l'utilisation contre la population civile de drones chinois spécialisés dans les opérations de contre-insurrection.

Suite au coup d'État militaire du 1er février 2021, le Myanmar connaît d'importants troubles entre sa population et l'armée qui détient désormais le pouvoir. Ces affrontements ont déjà fait plus d'une centaine de morts et de blessés. Face à cette véritable insurrection, les nouveaux dirigeants birmans ont pu bénéficier d'une importante aide militaire chinoise. Dans le détail, des drones chinois de type CH-3A ont été aperçus au-dessus de Mandalay, deuxième ville du pays et foyer des contestations. Outre la collecte de renseignement au travers des missions ISR, ces drones

armés agissent aussi dans le but d'effrayer les manifestants en volant à basse altitude (PsyOps).

Basés à Meiktila au centre du pays, ils permettraient à la Tatmada, les forces armées birmanes, de suivre en temps réel l'évolution de la situation, d'anticiper les mouvements et de concevoir une réponse appropriée.



Rappelons que dans ce début de guerre civile, aucune frappe militaire aérienne n'a encore eu lieu. Ces différentes techniques d'intimidations et de guerre psychologique sont directement héritées des méthodes appliquées par les forces américaines dans les zones tribales pakistanaises. La précédente mission des drones CH-3A au sein de la Tatmadaw était la lutte contre la guérilla islamiste des Rohingyas mais avec le recours cette fois de frappes au sol. D'autant que la Birmanie fabrique sous licence le drone MALE armé CH-4B qui dispose d'une charge utile de 345 kg. Les drones armés du groupe CASC occupent une position de leader sur le marché de la contre-insurrection et sont ainsi employés sur différents théâtres.

L'Ukraine veut accélérer son adhésion à l'OTAN

Face à l'escalade des tensions dans le Donbass, l'Ukraine souhaite accélérer son adhésion à l'OTAN. Les Etats-Unis et l'Union Européenne ont déjà fait part de leur préoccupation quant à la situation, plaçant l'alliance atlantique au cœur du sujet. Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'Alliance, a ainsi contacté Volodymyr Zelensky, président de l'Ukraine afin de réaffirmer leur partenariat étroit et leur volonté de protéger la souveraineté de Kiev. Dans cette mesure, le Kremlin a prévenu que la Russie ferait le nécessaire en cas d'ingérence militaire occidentale. « Nous doutons fort que cela puisse aider l'Ukraine à régler son problème intérieur. De notre point de vue, cela aggraverait encore la situation », a répondu le porte-parole du Kremlin, soucieux d'un nouveau scénario à la yougoslave. Rien n'est certain quant à l'adhésion, mais le pays devrait intégrer le « Plan d'action en vue de l'adhésion » (MAP), ce qui sera un signal fort envoyé à la Russie.

Rafales Papers : Une enquête à charge

Mediapart a diligenté une enquête au sujet de la vente de Rafale à l'Inde pour un montant total de 7,8 Mds€. Ce contrat avait permis la vente de trente-six chasseurs tricolores.

Cette enquête révèle de potentielles corruptions, ou encore des fuites de documents confidentiels. Des commissions estimées à plusieurs millions d'euros auraient d'ailleurs été versées à un ou plusieurs intermédiaires. Ce contrat a bien évidemment été signé par Jean-Yves le Drian, alors ministre de la Défense sous le précédent gouvernement. La France et les industriels tricolores se seraient battus pour supprimer des clauses anticorruptions.

Dès 2018, l'ONG Sherpa demandait au Parquet National Financier (PNF) d'enquêter sur ce contrat, et dénonçait l'implication d'un partenaire Indien, Reliance, dont la France avait annulé un redressement fiscal en 2015. Le PNF avait, à l'époque, classé cette affaire sans suite, et ce pour manque de preuve.



Cette enquête Mediapart, à charge, a entraîné de vives polémiques en Inde, où une enquête a été ouverte. Le site d'informations accuse le PNF et l'agence anti corruption d'avoir enterré cette "affaire d'Etat".

Pourtant, peu importe les dessous de cette affaire, il ne faut pas oublier la nécessité de vente de nos chasseurs, qui permettent à la France de conserver sa souveraineté.

L'Emeraude de retour à Toulon

Fin de mission pour le sous-marin nucléaire d'attaque (SNA). Le bâtiment a été déployé dans la zone Indo-Pacifique, où la France souhaitait montrer ses capacités de projection. Pour la première fois, l'opération Marianne, nom de la mission de sept mois que vient d'effectuer l'Emeraude, a été particulièrement médiatisé par le gouvernement dans sa globalité, et par le Président de la République lui même. Plusieurs exercices de coopération ont eu lieux durant ces mois d'opération, particulièrement avec la marine australienne.

Marianne était une opération stratégique pour nos forces, aussi bien sur le plan technologique que sur la partie opérationnelle. Avec cette réussite, la France prouve ses capacités de projection, et adresse un message politique. La défense des eaux internationales et la liberté de naviguer restent une priorité pour l'Etat, et nous restons engagés aux côtés de nos alliés pour la stabilité géopolitique d'une zone dans laquelle de fortes tensions naissent.